

Burundi : 13 hommes liés au pouvoir condamnés à la prison

@rib News, 15/08/2020 Source AFP Un tribunal du sud du Burundi a condamné vendredi 13 hommes, dont trois policiers et des membres du parti au pouvoir des peines de prison pour extorsion, a-t-on appris samedi de source judiciaire.

Cette décision rarissime dans un pays où les organisations de défense des droits de l'Homme dénoncent régulièrement l'impunité dont bénéficient les partisans du régime, a été rendue par le tribunal de Makamaba pour extorsion avec circonstances aggravantes contre des ouvriers agricoles revenant de Tanzanie, a indiqué à l'AFP une source judiciaire sous couvert d'anonymat. Les peines - 10 ans de réclusion pour sept accusés et 5 ans pour les six autres - concernent, outre les trois policiers, deux responsables locaux, un responsable du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, et sept membres du mouvement de la jeunesse du parti, Imbonerakure, connu pour ses violences, a précisé cette source. Trois accusés, dont un policier, ont été acquittés. Les condamnations ont été confirmées par l'un des avocats de la défense. Les accusés avaient été arrêtés à la mi-juillet. Plusieurs organisations de défense des droits de l'Homme, notamment Human Rights Watch, ont accusé les Imbonerakure, assimilés à une milice, d'avoir tué et torturé des dizaines de personnes sous le régime du président, Pierre Nkurunziza, démis subitement en juin après 15 ans de pouvoir alors qu'il s'apprêtait à quitter son poste. La communauté internationale espère de son successeur, le variste Ndayishimiye - élu en mai et proche du défunt chef de l'Etat - un assouplissement d'un régime caractérisé par la répression de l'opposition. "C'est la première fois que nous voyons un de ces groupes faits d'officiels liés au gouvernement et aux Imbonerakure (...) arrêtés et condamnés", s'est réjoui après de l'AFP Anschaire Nikoyagize, président de l'association burundaise des droits humains Iteka. "Nous espérons que cela puisse leur servir de leçon. Que les autres (membres) voient qu'ils peuvent commencer à être inquiétés" par la justice, a-t-il ajouté.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});